

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 17 juillet 2020

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	76	4

N° de la séance : 28

Objet de la délibération: Service des
Assemblées - Office du Tourisme
Intercommunal - Conseil d'Exploitation -
Désignation des représentants

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.028

Date de la convocation :
Le 09/07/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **23 JUL. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 JUL. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt et le 17 juillet à 15h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 et des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Georges VAZIA, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Tanguy CORNEC à Monique GAGEAN, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Hassan EL JAZOULI à Sophie NASICA

ABSENT :

Christophe ETORE

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Le processus de transfert de la compétence « promotion du tourisme » des communes vers les intercommunalités, au sens de l'article L 134-1 du code du tourisme, institué par la loi NOTRe, a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales qui a intégré cette nouvelle compétence dans son article L. 5216-5 à compter du 1^{er} janvier 2017.

La CASA a initié ce transfert par délibération n°CC.2016.058 du 27 juin 2016, puis, par délibération n°CC.2016.190 du 19 décembre 2016, elle a créé un Office de Tourisme Intercommunal (OTI).

Celui-ci a pris la forme d'une régie à autonomie financière, dont les statuts ont été approuvés par délibération du même jour.

Parmi les organes administrateurs de la régie, on trouve un Conseil d'Exploitation dont la caractéristique imposée par le code du tourisme est la mixité entre élus représentant la collectivité et socio-professionnels représentant les acteurs du tourisme.

Conformément aux statuts, le Conseil d'Exploitation est composé de 19 membres (19 titulaires et 19 suppléants), désignés par le Conseil Communautaire sur proposition du Président, et répartis en deux collèges :

- Un collège composé de 13 membres élus (13 titulaires et 13 suppléants). Les 12 communes disposant d'un Office de Tourisme possèdent chacune 1 représentant au sein de ce collège.
- Un collège composé de 6 acteurs socio-professionnels (6 titulaires et 6 suppléants) intéressés par le tourisme.

CONSIDERANT que le mandat des membres du Conseil d'Exploitation de la régie à autonomie financière prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant de la CASA, soit aujourd'hui ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de désigner les représentants de la CASA au sein du Conseil d'Exploitation de l'Office de Tourisme Intercommunal pour le nouveau mandat.

Le Vice-Président en charge de la compétence Tourisme est membre de droit du collège des élus.

Les candidatures ci-dessous se sont présentées :

Collège des élus		
Communes	Titulaires	Suppléants
	Jean-Pierre CAMILLA	Emmanuel DELMOTTE
Antibes Juan-les-Pins	Audouin RAMBAUD	Simone TORRES-FORET-DODELIN
Biot	Claire BAES	Christian LATY
Le Bar sur Loup	François WYSZKOWSKI	Delphine CAROSI
Gourdon	Eric MELE	Jean-Bernard CHAMPEAUX
Gréolières	Marc Malfatto	Jean-Luc DURAND
La Colle-sur-Loup	Gilles BERTAUX	Marie TEISSEIRE
Opio	Thierry OCCELLI	Marie Claude SALMON
Saint-Paul de Vence	Laurence HARTMANN	Sylvie TOLLE
Tourrettes-sur-Loup	Frédéric POMA	Elisabeth DUBOIS
Valbonne	Joseph CESARO	Elisabeth DEBORDE
Vallauris Golfe-Juan	Catherine LANZA	Éric CHALVIN
Villeneuve-Loubet	Thérèse DARTOIS	Sylvie MARCHAND

Collège des acteurs socio-professionnels
Chambre de Commerce et d'Industrie de Nice-Côte d'Azur
Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA
Union des Métiers et Industries de l'Hôtellerie d'Antibes Juan-les-Pins
Fédération des gîtes de France des Alpes Maritimes
Comité Régional du Tourisme Côte d'Azur France
Syndicat de l'Hôtellerie de Plein Air des Alpes-Maritimes

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- de prendre acte que le Vice-Président délégué au Tourisme est membre de droit du Conseil d'Exploitation ;
- de désigner les représentants élus de la CASA et les représentants des acteurs socio-professionnels qui siégeront au sein du Conseil d'Exploitation de l'Office de Tourisme Intercommunal, suivant la liste ci-dessus.

Conformément à la loi du 13 août 2004 (Art. 142, I) n°2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales, le Président propose un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- de prendre acte que le Vice-Président délégué au Tourisme est membre de droit du Conseil d'Exploitation ;
- de désigner les représentants élus de la CASA et les représentants des acteurs socio-professionnels qui siégeront au sein du Conseil d'Exploitation de l'Office de Tourisme Intercommunal, suivant la liste ci-dessous :

Collège des élus		
Communes	13 Titulaires	13 Suppléants
	Jean-Pierre CAMILLA	Emmanuel DELMOTTE
Antibes Juan-les-Pins	Audouin RAMBAUD	Simone TORRES-FORET-DODELIN
Biot	Claire BAES	Christian LATY
Le Bar sur Loup	François WYSZKOWSKI	Delphine CAROSI
Gourdon	Eric MELE	Jean-Bernard CHAMPEAUX
Gréolières	Marc Malfatto	Jean-Luc DURAND
La Colle-sur-Loup	Gilles BERTAUX	Marie TEISSEIRE
Opio	Thierry OCCELLI	Marie Claude SALMON
Saint-Paul de Vence	Laurence HARTMANN	Sylvie TOLLE
Tourrettes-sur-Loup	Frédéric POMA	Elisabeth DUBOIS
Valbonne	Joseph CESARO	Elisabeth DEBORDE
Vallauris Golfe-Juan	Catherine LANZA	Éric CHALVIN
Villeneuve-Loubet	Thérèse DARTOIS	Sylvie MARCHAND

Collège des acteurs socio-professionnels
Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur (CCI NCA)
Chambre des Métiers et de l'Artisanat de PACA (CMAR PACA)
Union des Métiers et des Industries de l'hôtellerie Antibes Juan-les-Pins (UMIH 06)
Fédération des Gites de France de la Côte d'Azur
Comité Régional de Tourisme Côte d'Azur France (CRT Côte d'Azur France)
Syndicat de l'hôtellerie de plein air des Alpes Maritimes (SHPA 06)

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 17 juillet 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



STATUTS DE LA REGIE AUTONOME

A COMPTER DU 1^{ER} janvier 2018 :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code des Transports, pris notamment en ses articles L. 1221-3, R.1221-7, R.1221-8 et R.1221-9 ;

VU le décret n°2014-530 du 22 mai 2014 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du Code des Transports, notamment en ce qu'il entraîne l'abrogation du décret n°85-891 du 16 août 1985 relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes ;

VU le décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Communautaire du 11 juillet 2011 portant création de la régie des transports publics urbains, régie dotée de la seule autonomie financière ;

VU la délibération du Conseil Communautaire du 25 juin 2012 portant modification des statuts de la régie Envibus ;

VU la délibération du Conseil Communautaire du 18 mars 2013 portant modification des statuts de la régie Envibus ;

VU la délibération du Conseil Communautaire du 15 juin 2015 portant modification des statuts de la régie Envibus ;

VU l'avis rendu par le Conseil d'exploitation, en date 11 décembre 2017 et du 18 décembre 2017 ;

VU l'avis rendu par le Comité Technique, en date du 11 décembre 2017 ;

CONSIDERANT que suite à la création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, par arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001, il lui appartient d'organiser les services publics de transports urbains, réguliers et à la demande et que les services réguliers incluent les transports scolaires.

CONSIDERANT que les services publics de transport réguliers ou à la demande sont des services publics industriels et commerciaux.

CONSIDERANT que l'exploitation d'un service public industriel et commercial par la Communauté d'Agglomération peut faire l'objet d'une régie, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et que les services de transport peuvent donc être exécutés dans le cadre d'une régie ou par une entreprise ayant passé à cet effet une convention avec l'autorité organisatrice, en application de l'article L.1221-3 du Code des transports ;

ARTICLE 1: OBJET

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis décide d'identifier l'exploitation directe d'un service public industriel et commercial que sont les transports sur son territoire, au sens de l'article L. 1221-1 du Code des transports, au sein d'une Régie Autonome et ce conformément à l'article L.2221-14 du C.G.C.T.

Cette Régie a pour missions :

- Le conseil de l'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM), en matière de transports publics de personnes et en matière d'exploitation du réseau, notamment par des propositions relatives à l'offre de services et à la politique tarifaire.
- L'exploitation commerciale du service des transports urbains, des transports scolaires et du transport à la demande de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, par le biais de tiers (en marchés publics), telle que définie par le Conseil Communautaire en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité

Cette mission d'exploitation commerciale comprend :

- Le suivi de l'exécution de l'offre de services pour le compte de l'Autorité Organisatrice de la Mobilité pour l'ensemble du réseau de transports urbains, de transports scolaires et de transport à la demande ;
- La verbalisation des infractions commises par les usagers du réseau ;
- La gestion de la politique commerciale et des points de vente ;
- La gestion de la flotte des véhicules, des dépôts, des équipements et des systèmes d'information apportés en dotation par la Communauté d'Agglomérations Sophia Antipolis ;
- Des propositions d'acquisition, de développement et la maintenance :
 - ✓ De la flotte des véhicules
 - ✓ Des systèmes d'aide à l'exploitation et d'information voyageurs et les matériels embarqués (SAE, billettique, SAIV, radio phonie data, vidéo protection, girouettes, comptage des passagers, wifi...).

ARTICLE 2 : DENOMINATION

La dénomination du service des transports publics urbains exploité par la régie est :

Régie Envibus

Elle possède un logo annexé aux présents statuts (annexe 1).

ARTICLE 3 : SIEGE DE LA REGIE

La collectivité de rattachement de la régie est la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis. Le siège de la Régie est fixé au 449, Route des Crêtes, Les Genêts, 06 901 Sophia Antipolis Cedex, siège administratif de la C.A.S.A.

ARTICLE 4 : ADMINISTRATION

Cette régie dotée de la seule autonomie financière est administrée, sous l'autorité du Président de la C.A.S.A et du Conseil Communautaire, par un Conseil d'exploitation et son Président ainsi qu'un Directeur.

4.1. L'exécutif

Les fonctions exécutives sont assurées par le Président de la C.A.S.A qui est le représentant légal de la régie et qui en est l'ordonnateur.

Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions de l'assemblée délibérante relatives à la régie. Il présente au Conseil Communautaire le budget et le compte administratif ou le compte financier de la Régie.

Il peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au directeur pour toutes les matières intéressant la Régie.

4.2. Le directeur

Le Directeur de la régie est désigné par le Conseil Communautaire et il est nommé par le Président de la CASA qui peut également mettre fin à ses fonctions dans les mêmes conditions.

Sa rémunération est fixée par le Conseil Communautaire sur proposition du Président et après avis du Conseil d'Exploitation, en application des dispositions de l'article R.2221-73 du C.G.C.T.

Ses pouvoirs sont fixés par les articles R. 2221-67 à R.2221.68, R. 2221-75 du C.G.C.T et son statut est de droit public.

Le Directeur assure le fonctionnement de la Régie, et à cet effet, notamment :

- Il prépare le budget,
- Il procède, sous l'autorité du Président, aux ventes et achats courants, dans les conditions fixées par les présents statuts. Ainsi, tous les achats identifiés et dépendant exclusivement de l'activité de la régie, à concurrence de 25 000€ H.T, ainsi que les avenants qui y sont rattachés, relèvent, pour leur passation et leur exécution, de la compétence du Directeur de la Régie.
- Il est remplacé en cas d'absence ou d'empêchement, par un agent de la Régie, désigné par le Président après avis du Conseil d'Exploitation.

4.3. Le Conseil d'Exploitation

L'organe délibérant de la Régie Autonome est constitué par un Conseil d'Exploitation. Les membres du Conseil d'Exploitation sont désignés par l'Assemblée délibérante, sur proposition de l'Exécutif et sont relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions.

Le nombre des membres du Conseil d'exploitation est fixé à 9 membres dont 6 membres élus et 3 personnalités qualifiées.

La durée des fonctions des membres est identique à celle des membres du Conseil Communautaire.

Les fonctions de membres du Conseil d'Exploitation sont gratuites.

Le Conseil d'Exploitation élit en son sein un Président et un Vice-président. La durée du mandat du Président et du Vice-président est identique à celle des membres du Conseil Communautaire.

Le Conseil d'Exploitation se réunit au moins tous les 3 mois sur convocation de son Président. Il se réunit également chaque fois que le Président le juge utile ou à la demande du Préfet ou de la majorité de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par le Président. Il est envoyé à chaque conseiller au moins trois jours avant chaque séance.

Les séances du Conseil d'exploitation ne sont pas publiques. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Le Directeur assiste aux séances avec voix consultative.

Chaque conseiller absent ou empêché doit se faire représenter par un autre membre du Conseil d'exploitation. Chaque membre ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Le quorum requis pour valablement délibérer est de la moitié des membres sur première convocation et du quart sur la 2nde sous quinzaine.

Le conseil d'exploitation statue à la majorité des voix dont disposent les membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante

Le conseil d'exploitation est obligatoirement consulté par le Président de la Communauté d'agglomération sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la Régie.

ARTICLE 5 : LE COMPTABLE

Les fonctions de comptable de la Régie sont remplies par le comptable de la Communauté d'agglomération.

ARTICLE 6 : REGIME BUDGETAIRE, COMPTABLE ET FINANCIER

6.1. Dispositions générales

Le président de la CASA est l'ordonnateur de la régie et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses.

La dotation initiale de la régie, prévue par l'article R. 2221-1 du CGCT, représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la Communauté d'agglomération, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la Régie.

Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale. La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves de régie.

La dotation initiale de la régie est constituée par des apports en nature.

Les recettes et les dépenses de fonctionnement et d'investissement font l'objet d'un budget distinct du budget principal.

6.2. Règles budgétaires

La Régie autonome est soumise à l'Instruction budgétaire et comptable M 43 ainsi qu'à toutes les dispositions applicables aux services publics industriels et commerciaux.

Les fonds de la Régie sont déposés au Trésor.

6.3. Cycle budgétaire

Le budget est préparé par le Directeur.

Le Président de la CASA présente au Conseil Communautaire le budget et les comptes de la régie qui, après avis du conseil d'exploitation, vote le budget de la régie et délibère sur les comptes.

Il délibère, également, sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice.

Ces documents sont présentés dans les délais indiqués par l'article L.1612-12 du C.G.C.T.

En fin d'exercice, l'ordonnateur établit le compte administratif et le comptable établit le compte de gestion. Le Président de la C.A.S.A soumet les comptes pour avis au Conseil d'Exploitation, puis au Conseil Communautaire de la C.A.S.A.

6.4. Règles particulières

Le budget annexe de la Régie des transports doit obligatoirement être équilibré en recettes et en dépenses. Il comprend une section d'exploitation et une section d'investissement, l'équilibre financier étant apprécié séparément pour les deux sections.

Il résulte de l'article R. 2221-90 du C.G.C.T que l'excédent du résultat de la section de fonctionnement tel que défini au B de l'article R. 2311-11 du C.G.C.T doit être affecté :

- en priorité, pour le montant des plus-values de cession d'éléments d'actifs, au financement des mesures d'investissement ;
- pour le surplus, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement à la clôture de l'exercice précédent et diminué du montant des plus-values d'éléments d'actifs visés ci-dessus.
- pour le solde, au financement des dépenses d'exploitation ou d'investissement en report à nouveau ou en reversement à la collectivité de rattachement.

Lorsque le résultat fait apparaître un déficit, ce dernier est rattaché aux charges d'exploitation de l'exercice.

6.5. Finances et recettes

Le budget est présenté en deux sections :

- La section d'exploitation ou de fonctionnement dans laquelle sont prévues et autorisées les opérations d'exploitation ;

- La section d'investissement, dans laquelle sont prévues et autorisées les opérations d'investissement.

La section d'exploitation fait apparaître successivement :

- Au titre des charges : les charges d'exploitation (charges de personnel et charges générales), les charges financières, les charges exceptionnelles, les dotations et provisions ;
- Au titre des produits : les recettes de billetterie (y compris les amendes), le reversement de fiscalité lié au versement transport perçu par la C.A.S.A, les subventions et dotations, les produits de gestion, les produits exceptionnels, les éventuels excédents.

Les recettes de billetterie sont issues de la tarification des prestations et produits fournis par la régie, qui est fixée par le Conseil Communautaire, après avis du Conseil d'Exploitation.

La vente des titres de transport est réalisée en points de vente, via les Distributeurs Automatiques de Titres de Transports DAT, sur le site internet Envibus, sur téléphone portable, par le biais de régies de recettes. A cette fin, des régisseurs, sous-régisseurs et mandataires (chargés de clientèle) sont nommés par arrêté par le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Le reversement de fiscalité lié au VT :

Le produit du versement transport dont le taux est voté par le Conseil Communautaire est encaissé sur le budget principal de la C.A.S.A. Lors de l'élaboration budgétaire du budget primitif de la régie, le directeur et le Conseil d'Exploitation proposent un taux d'utilisation du VT prévisionnel.

La C.A.S.A, par le biais de son budget général, mettra à disposition le montant ainsi arrêté lors de l'élaboration du budget par acomptes prévisionnels versés trimestriellement.

A la clôture de l'exercice, un compte rendu d'utilisation du reversement de fiscalité pour l'exploitation de la régie sera effectué. La différence entre le taux prévisionnel et le taux réel d'utilisation du VT sera reversée au budget général de la C.A.S.A et après examen des besoins de l'exploitation.

La section d'investissement fait apparaître successivement :

- Au titre des dépenses : les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles nécessaires à l'exploitation notamment l'acquisition de logiciels et de matériels roulants, les remboursements d'emprunts.
- Au titres des recettes : de la valeur des biens affectés, des réserves et recettes assimilées, des subventions et dotations, des amortissements des biens affectés et/ou acquis, le produit des cessions, des emprunts

Les cessions :

La liste des biens pouvant faire l'objet d'une cession (hors celles déjà prévues dans le cadre du marché d'acquisition de véhicules) devra faire l'objet d'une délibération par l'organe délibérant de la C.A.S.A, sur proposition du Conseil d'Exploitation, préalablement à la mise en vente. Les écritures comptables liées à l'ensemble des cessions seront directement retranscrites dans la comptabilité du budget de la régie autonome.

Les subventions et dotations :

Les demandes de subvention devront faire l'objet d'une délibération par l'organe délibérant de la C.A.S.A, sur proposition du Conseil d'Exploitation.

ARTICLE 7. FIN DE LA REGIE AUTONOME

La Régie cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Conseil Communautaire. Cette délibération détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de régie et les comptes sont arrêtés à cette date.

Au terme des opérations de liquidation, l'actif et le passif sont repris dans les comptes de la collectivité. Le Président de la C.A.S.A est chargé de procéder à la liquidation de la Régie. Il peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet du département, siège de la Régie, qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Cette comptabilité est annexée à celle de la CASA. Aux termes de ces opérations la CASA corrige ses résultats de la reprise des résultats de la Régie, par délibération budgétaire.

ARTICLE 8 : STATUTS DES AGENTS DE LA REGIE AUTONOME

Tous les fonctionnaires dont les missions se situent dans le périmètre de la régie pourront conserver leur statut. En revanche, tous les agents non titulaires sont soumis au droit privé. Ils sont qualifiés de salariés de droit privé. Une exception existe pour le Directeur et le comptable de la régie qui restent des agents publics.

Les salariés de droit privé de la régie sont régis par les dispositions des lois et règlements en vigueur, notamment les dispositions du Code du travail, par les délibérations des organes délibérants de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et par les dispositions de la Convention Collective Nationale des Réseaux de Transports Publics Urbains de Voyageurs, en date du 11 avril 1986, prise dans son intégralité.

Les protocoles d'accord qui ont été approuvés subsistent pour les salariés de droit privé de la régie Envibus.

ARTICLE 9 : DUREE ET MODIFICATIONS DES STATUTS

Les présents statuts prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2018 et pourront faire l'objet de modifications ultérieures, pendant leur application.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 17/07/2020
Numéro : CC_2020_028
Nature : DE - Deliberations
Objet : Office du Tourisme Intercommunal - Conseil d'Exploitation - Désignation des représentants
Matière : 5.3 - Designation de representants

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : GCM4NZ1

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 23/07/2020
Identifiant : 006-240600585-20200717-CC_2020_028-DE

Acte reçu

Date : 17/07/2020
Numéro interne : CC_2020_028
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 3
Objet : Office du Tourisme Intercommunal - Conseil d'Exploitation - Désignation des représentants
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200717-CC_2020_028-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20200717-CC_2020_028-DE-1-1_2.PDF

N